



Chambre des communes  
CANADA

## Comité permanent de la défense nationale

---

NDDN • NUMÉRO 029 • 1<sup>re</sup> SESSION • 39<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

TÉMOIGNAGES

**Le mardi 12 décembre 2006**

**Président**

M. Rick Casson

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

**<http://www.parl.gc.ca>**

## Comité permanent de la défense nationale

Le mardi 12 décembre 2006

•(0905)

[Traduction]

**Le président (M. Rick Casson (Lethbridge, PCC)):** Ceci est la 29<sup>e</sup> réunion du Comité permanent de la défense nationale consacrée à notre étude au sujet de l'Afghanistan.

Nous recevons aujourd'hui l'honorable Josée Verner, ministre de la Coopération internationale.

Madame la ministre, c'est avec beaucoup de plaisir que nous vous recevons ici aujourd'hui. Comme de coutume, nous allons vous donner la possibilité de nous faire un exposé, après quoi nous aurons un tour de questions. Nous vous avons réservé une heure, et j'espère que nous pourrions nous en tenir à ce créneau.

Vous avez la parole.

[Français]

**L'hon. Josée Verner (ministre de la Coopération internationale):** Monsieur le président, je tiens à remercier le Comité permanent de la défense nationale de m'avoir invitée à traiter de la présence canadienne en Afghanistan, tout particulièrement des aspects liés au développement.

Je suis accompagnée aujourd'hui de M. Robert Greenhill, président de l'ACDI, et de M. Philip Baker, directeur général du programme de l'Afghanistan à l'ACDI.

Je vous adresse la parole aujourd'hui pour parler des efforts que font le gouvernement du Canada, nos partenaires afghans, notamment le gouvernement démocratiquement élu de Hamid Karzaï, et nos partenaires canadiens dans l'ensemble de l'Afghanistan, et plus particulièrement dans la région de Kandahar.

Au cours de mon voyage là-bas au mois d'octobre, j'ai pu constater combien la collaboration entre les Forces canadiennes et la GRC, entre le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et l'ACDI, est efficace.

L'Équipe provinciale de reconstruction, qui comprend des membres des Forces canadiennes, des diplomates et des agents de développement de l'ACDI, est la pierre angulaire à partir de laquelle nous poursuivons nos objectifs dans la région. Comme le président Karzaï l'a lui-même souligné lors de sa visite au Canada, la mission de nos troupes est essentielle pour assurer la sécurité et pour créer un climat de paix. Sans la sécurité, rien ne peut se construire ni se développer.

[Traduction]

Nos troupes ont pour mission de protéger... dans un but bien précis. Leur rôle est d'élargir, à Kandahar, le rayon d'action du gouvernement afghan élu démocratiquement. Et le rôle de l'ACDI, au sein de l'EPR, est de trouver des solutions aux sources d'insécurité. C'est de contribuer à mettre en place les conditions d'un développement durable. Il faut donc commencer par répondre aux besoins essentiels de la population.

[Français]

Par l'intermédiaire de l'Équipe provinciale de reconstruction, nous mettons en oeuvre un éventail d'activités à Kandahar. Par exemple, 5 millions de dollars sont consacrés à la vaccination de tous les enfants contre la polio dans le sud de l'Afghanistan, y compris 350 000 dans la province de Kandahar. Nous avons aussi consacré 4,9 millions de dollars à la distribution de vivres à des milliers de familles déplacées et touchées par la sécheresse. Rappelons que toutes ces personnes doivent maintenant faire face aux rigueurs de l'hiver.

Nous avons versé 3,1 millions de dollars à d'importantes initiatives visant les infrastructures dans six districts de Kandahar, par exemple des ponts et des barrages de corrections. Ces initiatives servent à améliorer la vie et la productivité de plus de 500 000 habitants de Kandahar.

La population a également bénéficié d'un programme de travaux rémunérés en argent comptant pour réparer des routes rurales dans Kandahar.

•(0910)

[Traduction]

Des représentants de l'ACDI ont récemment rendu visite à des aînés dans des villages, y compris dans des villages des districts de Panjwai et de Zharey. Ils ont pu entendre ces leaders communautaires de Kandahar leur parler des besoins urgents de leurs collectivités. Ils nous ont dit qu'ils ont besoin d'une aide humanitaire à court terme, tout particulièrement pour aider ces familles déplacées par les violentes mais vaines attaques des talibans dans le district de Panjwai. Ils nous ont dit qu'ils ont besoin d'une aide au développement constante pour les aider à reconstruire leurs collectivités, pour les aider à créer des possibilités d'emploi constructives pour les jeunes.

Les conseils du district de Kandahar ont récemment dressé par ordre de priorité une liste de leurs besoins les plus urgents, par exemple l'accès à l'eau potable, des ponts et des systèmes d'irrigation.

[Français]

En plus d'initiatives orchestrées par l'Équipe provinciale de reconstruction, le gouvernement canadien joue un rôle prépondérant dans l'appui aux programmes nationaux afghans qui sont déployés dans tout le pays, et plus particulièrement à Kandahar.

Le ministre de l'Aménagement et du Développement ruraux, M. Ehzan Zia, est récemment venu au Canada pour parler à la population canadienne des progrès enregistrés dans son pays au chapitre du développement. Le ministre Zia a exprimé sa gratitude envers le Canada pour l'appui que nous fournissons au Programme de solidarité nationale. Ce programme a été conçu par son ministère. C'est également lui qui l'administre. Le Canada appuie ce programme, car il donne des résultats probants. Il reflète également les principes qui sont au cœur de notre action et que nous partageons avec le gouvernement afghan: la démocratie et l'égalité entre les femmes et les hommes. En vertu de ce programme, les projets sont administrés par des conseils de développement communautaire élus par les collectivités locales. Des femmes siègent à ces conseils.

À Kandahar, jusqu'à présent, ces programmes ont donné d'excellents résultats dans près de 400 villages. D'autres villages en profiteront bientôt. À Kandahar, les projets de l'Équipe provinciale de reconstruction sont achevés au rythme d'environ 10 à 20 nouveaux projets par mois. Pour l'instant, ils sont déployés dans sept districts de Kandahar. Nous finançons leur déploiement dans deux autres des 17 districts de Kandahar. Ils le seront également ailleurs.

Dans la seule province de Kandahar, avec l'appui de notre gouvernement et d'autres donateurs, les projets de l'Équipe provinciale de reconstruction ont donné des résultats probants améliorant la vie des villageois et de la population rurale. Par exemple, plus de 1 000 puits ont été creusés et 800 pompes manuelles distribuées; quatre grands réservoirs d'eau ont été mis en service; 100 kilomètres de canaux d'irrigation ont été remis en état; le réseau de transport provincial a été amélioré, ainsi que le réseau électrique, ce qui représente 150 kilomètres de nouvelles routes, quatre ponts, 50 kilomètres de lignes d'énergie électrique, 10 transformateurs et 42 génératrices d'électricité.

[Traduction]

Le ministre Zia a dit aux Canadiens que cette aide était à la fois cruciale et appréciée. La mission militaire du Canada vise d'abord et avant tout à aider Kandahar à se relever de la dévastation causée par plus de 25 ans de conflits. Si, au chapitre de la diplomatie et du développement, le Canada déploie davantage d'efforts à Kandahar, il travaille également dans le reste du pays. Les progrès auxquels nous contribuons dans le reste de l'Afghanistan participent à stabiliser l'ensemble du pays. Consolider ces progrès, c'est veiller à ce que ces régions ne soient plus sujettes à l'instabilité.

[Français]

Les efforts fournis par les Forces canadiennes, l'ACDI, les Affaires étrangères et la GRC en vue de stabiliser Kandahar contribuent à instaurer le climat de sécurité nécessaire au développement. Les progrès réels que nous enregistrons dans le reste du pays prouvent que le progrès est bel et bien possible. Ils prouvent que Kandahar aura également sa part de progrès une fois que la région sera stabilisée.

• (0915)

[Traduction]

Le Canada se concentre sur le développement, et le développement fonctionne, mais c'est un travail de longue haleine et le Canada s'est engagé à long terme. Nous avons toutes les raisons de croire que nous atteindrons nos objectifs, de concert avec nos partenaires. Deux millions de fillettes vont maintenant à l'école. Sous le régime des talibans, aucune petite fille n'allait à l'école.

[Français]

À l'échelle de l'Afghanistan, on a recensé jusqu'à présent plus de 8 100 projets découlant du travail des conseils communautaires, et moins de 1 p. 100 de ces projets ont été attaqués par des rebelles. C'est précisément pour cette raison que nous travaillons avec des partenaires locaux, des conseils élus, des représentants de la population, et que nous nous assurons qu'ils dirigent pleinement ces projets, parce que ces personnes jouissent d'un appui considérable. Il n'y a pas meilleur moyen de promouvoir la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit.

En plus de fournir de l'aide au Programme de solidarité nationale, le Canada est le premier donateur au programme national de microcrédit, connu sous l'acronyme MISFA, Mécanisme de microfinancement et de soutien en Afghanistan. Grâce à ce programme lancé par le gouvernement afghan en juin 2003, au-delà de 200 000 personnes à faible revenu ont reçu des petits prêts. Elles ont ainsi pu ouvrir un commerce alimentaire ou acheter du bétail, ou lancer un autre genre de petite entreprise. L'Afghanistan comporte un énorme potentiel de libre entreprise.

C'est pour cette raison qu'en septembre dernier, le gouvernement du Canada a versé 12 millions de dollars au MISFA. Cette somme provient des 40 millions de dollars que le Canada a réservés au MISFA. Le programme finance 13 établissements de microfinancement qui offrent divers services financiers en vue de générer des revenus et le développement des entreprises, de même que des prêts personnels aux gens à faible revenu. Les montants empruntés sont investis dans des entreprises des secteurs du commerce et de la vente au détail, de l'agriculture et de l'élevage, de l'artisanat et de la fabrication.

Cette initiative, qui constitue l'un des rares moyens d'améliorer directement le statut et les conditions de vie des femmes et de leur famille, a donné d'excellents résultats jusqu'à maintenant. Elle permet d'aider des Afghans, et surtout des femmes, puisque ces dernières représentent 75 p. 100 des bénéficiaires. En tout, des prêts de plus de 70 millions de dollars ont été accordés dans 18 provinces de l'Afghanistan, et 98 p. 100 de ces prêts ont été remboursés avec intérêts.

Je suis convaincue que nous devons trouver les moyens pour continuer de renforcer cette démocratie naissante, de fournir un appui tenace, un appui efficace à ces gens de très grande volonté, de très grand potentiel. Les Afghans d'un bout à l'autre du pays veulent subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leur famille.

Nous nous concentrons sur Kandahar, et notre travail donne des résultats probants. Kandahar est le foyer le plus instable. Si nous le stabilisons, nous pourrions continuer de progresser ailleurs en Afghanistan dans les régions les plus stables. Nous ne pouvons tourner le dos au défi que nous sommes en mesure de relever.

[Traduction]

La situation est de plus en plus stable grâce à la présence des Forces canadiennes et de ses partenaires, et nous avons trouvé des moyens productifs de travailler ensemble au bien du peuple afghan.

[Français]

La violence en Afghanistan n'est pas sans fin, et nous savons combien le progrès est possible grâce au développement. Tous les espoirs sont permis, et ils sont tout à fait réalistes.

[Traduction]

L'Afghanistan serait déjà perdu si nous n'avions pas cru à la détermination de son peuple et à sa force de caractère. Nous devons continuer à montrer une force de caractère égale dans nos efforts en vue d'appuyer leur développement.

[Français]

Monsieur le président, je vous remercie. Cela me fera plaisir de répondre aux questions du comité.

[Traduction]

**Le président:** Merci beaucoup.

Nous allons maintenant commencer notre tour de questions de dix minutes à l'intention de la ministre.

Monsieur Dosanjh.

**L'hon. Ujjal Dosanjh (Vancouver-Sud, Lib.):** Madame la ministre, j'aimerais savoir si l'ACDI ou vous-même, pour le compte de celle-ci, a une liste précise de tous les projets qui ont été financés par l'Agence, une liste qui donnerait également les montants déjà dépensés à même le budget prévu.

• (0920)

[Français]

**L'hon. Josée Verner:** Monsieur le président, nous disposons bien sûr d'une liste de projets et de leur cheminement. Elle est disponible. Cela nous fera plaisir d'en remettre une copie aux membres du comité.

[Traduction]

**L'hon. Ujjal Dosanjh:** Je vous remercie. Quand pourrions-nous recevoir cela?

**M. Robert Greenhill (président, Agence canadienne de développement international):** Cette liste peut être consultée sur notre site Web. Chaque fois que nous avons un nouveau projet, nous l'affichons sur le site Web.

**L'hon. Ujjal Dosanjh:** Peut-on également y voir le budget du projet et les montants qui ont déjà été dépensés à même ce budget?

**M. Robert Greenhill:** L'un et l'autre sont régulièrement actualisés, et on peut donc voir combien a été inscrit au budget et, après une année complète d'exécution, on peut également voir le montant total qui a été déboursé. Par ailleurs, nous pourrions également donner aux membres du comité l'identification des sites Web correspondant à certains grands projets nationaux, par exemple le programme de solidarité nationale dans le cadre du MISFA, afin qu'ils puissent chaque mois avoir une idée précise de l'impact de chaque projet et des montants décaissés par le Canada et les autres bailleurs d'aide.

Nous serions heureux de vous faire parvenir cela sous les auspices de la ministre.

**L'hon. Ujjal Dosanjh:** Je vous remercie.

Combien de fois les représentants de l'ACDI à l'Équipe provinciale de reconstruction travaillent-ils en dehors des zones sécurisées? Est-il bien vrai que les bureaucrates des conseils afghans doivent venir eux-mêmes à l'EPR pour discuter de projets qui pourraient être entrepris, la plupart du temps, sinon à chaque fois?

[Français]

**L'hon. Josée Verner:** Je parle régulièrement avec les gens de l'Équipe de reconstruction provinciale et, bien entendu, pour des raisons de sécurité — et c'est là tout l'apport de nos Forces canadiennes —, il faut s'assurer que les projets vont bon train et que

nous travaillons avec la communauté locale. C'est la seule façon d'obtenir des résultats.

[Traduction]

**L'hon. Ujjal Dosanjh:** Madame la ministre, en toute déférence, je dois vous dire que vous n'avez pas répondu à ma question. Combien de fois les représentants de l'ACDI à l'EPR travaillent-ils en dehors des zones sécurisées?

**M. Robert Greenhill:** Pour ce qui est d'aller travailler en dehors des zones sécurisées, les fonctionnaires de l'ACDI et ceux de l'EPR sont en rapport de trois ou quatre façons différentes.

**L'hon. Ujjal Dosanjh:** Je vous ai posé une question très précise.

**M. Robert Greenhill:** Monsieur, permettez-moi, si vous voulez bien, de mettre la chose en contexte.

Par devoir de diligence, nous ne pouvons donner de détails opérationnels de ce genre, mais permettez-moi...

**L'hon. Ujjal Dosanjh:** Excusez-moi, j'ai beaucoup de respect pour vous en votre qualité de témoin.

Mais dites-moi donc en quoi compromettrait-on la sécurité si vous nous disiez combien de fois les représentants de l'ACDI doivent travailler en dehors d'une zone sécurisée?

**M. Robert Greenhill:** Pour répondre à votre question, monsieur, comme vous l'avez mentionné, les gens viennent à l'EPR. Il y a des représentants du CIMIC qui vont à l'extérieur, et lorsqu'il y a des réunions stratégiques, les représentants de l'ACDI sont également en mesure de sortir des zones sécurisées.

**L'hon. Ujjal Dosanjh:** Madame la ministre, je sais que les représentants de l'ACDI se sont vu refuser au printemps dernier l'autorisation de parler des projets de développement aux journalistes intégrés aux forces militaires. Cette interdiction vaut-elle toujours?

[Français]

**L'hon. Josée Verner:** Non, il n'y a pas de restrictions. Le personnel de l'ACDI donne régulièrement de l'information aux journalistes qui sont sur place, en Afghanistan.

J'y suis allée moi-même et j'ai été en mesure de constater que c'est dans la plus grande transparence que nous y faisons notre travail.

[Traduction]

**L'hon. Ujjal Dosanjh:** J'ai cru comprendre au printemps dernier qu'on leur avait expressément interdit de parler aux membres du corps de presse intégré aux forces militaires. Primo, est-ce vrai? Secundo, si c'est vrai, ces interdictions valent-elles toujours?

[Français]

**L'hon. Josée Verner:** Il n'y avait pas de restrictions interdisant au personnel de l'ACDI de parler aux journalistes sur place. L'information est fausse.

[Traduction]

**L'hon. Ujjal Dosanjh:** Très bien.

En ce qui concerne le ciblage des financements de l'ACDI, je sais que l'Agence finance différents projets concernant différents aspects de la vie en Afghanistan. Pourquoi l'ACDI ne cible-t-elle pas davantage les projets d'infrastructure directs, par exemple la construction de cliniques et de postes de police?

• (0925)

[Français]

**L'hon. Josée Verner:** L'intervention de l'ACDI en Afghanistan comporte plusieurs facettes. J'ai ici des photos qui ont été prises en Afghanistan et qui montrent des infrastructures que nous y finançons. Nous vous les distribuons à l'instant même, pendant que je vous parle.

Vous y voyez des routes, des ponts, des murs de soutènement, des constructions, des projets qui sont en cours. S'ajoutent à cela les montants qui y sont alloués, l'approvisionnement en électricité, de même que la liste, à la fin, de tous les projets qui ont été accomplis jusqu'au 31 août dernier.

[Traduction]

**L'hon. Ujjal Dosanjh:** Je comprends bien cela. J'ai une question très précise à poser, et c'est celle-ci: si l'ACDI finance effectivement la construction de cliniques ou de postes de police, j'aimerais bien le savoir. Je pourrais passer en revue toute la liste, mais j'aimerais savoir si, à votre connaissance, l'ACDI finance ou non la construction de cliniques ou de postes de police. Et dans la négative, pourquoi?

[Français]

**L'hon. Josée Verner:** L'ACDI travaille de concert avec les communautés locales. Tel que je l'ai mentionné dans mon discours, les villageois élisent les membres d'un conseil qui détermine lui-même ses propres priorités.

Ainsi, pour une communauté, la priorité peut être la construction d'une école, pour une autre, la construction d'un pont, pour une autre encore, l'approvisionnement en eau potable.

Notre gouvernement est à l'écoute des besoins définis directement par les communautés locales. Il s'agit de la meilleure façon d'obtenir du succès. Ce n'est pas à nous à déterminer les priorités de la communauté locale; c'est à elle de se prendre en main.

En matière de santé, comme vous le savez et je l'ai mentionné, on a récemment annoncé 5 millions de dollars pour vacciner 7 millions d'enfants contre la polio. Des services sont également offerts aux veuves et aux femmes. Il s'agit là de priorités déterminées par le gouvernement afghan.

[Traduction]

**L'hon. Ujjal Dosanjh:** Je comprends bien cela, madame, mais je vous ai demandé si l'un ou l'autre conseil de village avait dit à l'ACDI que la priorité, pour lui, c'était la construction d'une clinique médicale ou d'un poste de police?

[Français]

**L'hon. Josée Verner:** Si vous me le permettez, je vais donner la parole au directeur général, qui va vous donner plus de détails sur les projets spécifiques des communautés.

[Traduction]

**M. Philip Baker (directeur général, Direction de l'Aghanistan, Agence canadienne de développement international):** En ce qui concerne les postes de police, il ne faut pas oublier que l'équipe qui fait partie de l'EPR n'est pas composée uniquement de gens de l'ACDI. Il y a des collègues des Affaires étrangères, des diplomates. Il y a des membres de la GRC qui sont basés sur place, de même que des officiers et des soldats des Forces canadiennes.

Toute cette équipe travaille de façon soudée en ayant une division des tâches dans toute la palette des projets qu'il est possible de conduire à Kandahar. Dans ce cas-ci, les postes de police et les sous-

stations, il s'agit d'un axe d'intervention particulier des officiers des Forces canadiennes et de la GRC ainsi que des gens des Affaires étrangères qui travaillent ensemble dans le cadre du Fonds mondial pour la paix et la sécurité, une autre source de financement pour l'EPR.

Par conséquent, on finance effectivement la construction de postes de police détachés dans différentes collectivités.

Pour ce qui est des cliniques, chaque village dresse sa liste de priorités et pour l'instant, on ne nous a pas encore expressément demandé de construire une clinique. Mais nous escomptons que ce genre de demande fera partie de la prochaine vague.

Nous escomptons donc très prochainement que l'ACDI pourra financer la construction de cliniques dans certains villages, selon les demandes qui lui parviendront.

• (0930)

**Le président:** Très bien. Je vous remercie. Nous sommes pile à l'heure.

Nous passons maintenant au porte-parole du Bloc québécois qui disposera de 10 minutes.

[Français]

**Mme Diane Bourgeois (Terrebonne—Blainville, BQ):** Merci, monsieur le président. Je vais partager mon temps avec mon collègue.

Bonjour, madame la ministre. D'entrée de jeu, je dirai que l'ACDI fait un bon et même un excellent travail en Afghanistan. Je connais les gens de l'ACDI, et ce sont des travailleurs acharnés. De notre côté, nous devons nous assurer que les projets sont bien ciblés. C'est à ce sujet que je vais vous poser des questions.

Tout d'abord, dans vos notes d'allocation, vous parlez beaucoup de Kandahar et très peu de ce qui se fait dans le reste de l'Afghanistan. Est-ce que je peux savoir pourquoi?

**L'hon. Josée Verner:** Kandahar est la région la plus instable de l'Afghanistan. Notre engagement est de l'ordre de 100 millions de dollars par année pour l'ensemble de l'Afghanistan. Tel que je le disais dans mon discours, il est important de stabiliser la région de Kandahar afin que l'on puisse y faire des progrès aussi sentis que ceux que l'on a faits dans le reste de l'Afghanistan. Il est bien entendu qu'on continue de donner notre appui aux différents programmes dans l'ensemble de l'Afghanistan, comme je le disais dans mon discours, parce qu'il ne faudrait pas que le reste de l'Afghanistan soit déstabilisé alors qu'on concentre nos efforts à Kandahar.

**Mme Diane Bourgeois:** Si je vous posais la question, madame la ministre, c'est qu'à un autre comité dont je fais partie, nous avons reçu plusieurs témoins — je dis plusieurs, car ils sont plus de quatre, et je pourrais vous donner les noms — qui sont venus nous dire que la présence des seigneurs de la guerre dans d'autres régions de l'Afghanistan cause des problèmes. Ces seigneurs de la guerre, qui ont été bien souvent mis en poste par le Canada, laissent progresser la corruption. Je n'en fais pas le reproche au Canada. C'est probablement parce qu'on n'avait pas d'autres personnes sur place.

Également, des femmes, entre autres, sont venues nous dire qu'il n'y avait toujours pas de justice en Afghanistan. La corruption et l'insécurité pourrissent le système. Elles sont venues nous dire que le gouvernement d'Hamid Karzaï, même s'il avait laissé un peu de place aux médias, aux journaux, aux magazines dans le pays, avait quand même donné des directives aux médias sur l'art de traiter les sujets d'intérêt national, et que les médias qui ne s'y conformaient pas recevaient des menaces du gouvernement même d'Hamid Karzaï.

On a deux ou trois problèmes par rapport à cela: il n'y a toujours pas de justice, il y a de la corruption et la démocratie est très peu implantée. Par contre, je pense que l'ACDI— j'ai toute la liste des projets que vous menez — essaie de travailler avec les gens en place pour assurer qu'il y ait plus de justice, moins de corruption et plus de démocratie.

C'est pour cela que je vous ai posé la question. Pourquoi me parlez-vous seulement de Kandahar? C'est vrai que vous y êtes, et on en a vu des photos aussi. Mais ailleurs, qu'est-ce qui se passe? Qu'est-ce que l'ACDI fait dans le reste de l'Afghanistan pour aider la population et empêcher que les talibans ne reviennent au pouvoir?

**L'hon. Josée Verner:** C'est une grande question qui demande de grandes réponses en plusieurs volets.

L'ACDI continue de travailler avec ses partenaires dans l'ensemble de l'Afghanistan. Vous parliez notamment des droits des femmes, etc. Vous êtes probablement bien au fait du travail qu'effectue Droits et Démocratie, par exemple, une organisation de Montréal qui a formé plusieurs milliers de femmes dans le domaine de leurs droits, qui a ouvert des centres d'information pour les femmes, qui a ouvert des refuges pour les femmes en Afghanistan. Nous avons annoncé des projets — vous en avez la liste — d'alphabétisation pour les femmes, d'éducation professionnelle, des programmes d'aide au microcrédit afin qu'elles puissent prendre leur avenir en main — je l'ai constaté quand j'y suis allée en octobre —, notamment sur le plan de l'agriculture, afin qu'elles puissent recevoir de la formation et de l'aide pour la culture de petits jardins, pour être en mesure de vendre leurs fruits et leurs légumes de façon à augmenter leurs revenus.

Je vous signale aussi que récemment, à Montréal, nous avons eu l'occasion de recevoir à l'UQAM deux journalistes, deux nouvelles reporters afghanes qui, grâce à ces programmes que nous finançons, ont obtenu une formation en journalisme. Elles ont présenté un vidéo sur l'évolution des droits des femmes depuis 2001.

Est-ce qu'il reste beaucoup de travail à faire? Absolument, madame la députée, il reste beaucoup de travail à faire. C'est un pays, comme je l'ai dit dans mon allocution, qui a vécu la guerre durant plus de 25 ans. Les femmes ont été littéralement terrorisées. Oui, le travail est amorcé pour s'assurer que les femmes vont prendre leur avenir en main. Je vous signale aussi que 27 p. 100 des membres du Parlement afghan sont des femmes.

Je ne sais pas si je couvre l'ensemble de votre question.

Mme Diane Bourgeois: Pas tout à fait.

L'hon. Josée Verner: S'il manque des informations, dites-le moi, parce que votre question comportait plusieurs volets.

● (0935)

**Mme Diane Bourgeois:** Je vais laisser mon collègue poursuivre.

**M. Robert Bouchard (Chicoutimi—Le Fjord, BQ):** Merci, monsieur le président.

Bienvenue, madame la ministre.

Des témoins sont venus en comité nous parler d'une crise, de la famine, de familles qui n'ont pas de ressources pour acheter de la nourriture. Quand j'écoute votre témoignage, tout semble beau — même très beau —, et il y a du progrès.

Partagez-vous ce point de vue des témoins quant à une véritable crise alimentaire en Afghanistan, à tout le moins dans certaines régions?

**L'hon. Josée Verner:** Concrètement, le 23 octobre, nous avons annoncé une aide alimentaire d'urgence, entre autres dans la région de Kandahar. Nous suivons de très près les besoins de la population.

Au fur et à mesure que nos programmes sont peaufinés avec nos partenaires, nous sommes présents pour venir en aide à la population et pour combler les besoins urgents. Voilà ce que nous faisons.

Je veux simplement revenir sur vos propos, monsieur le député, quant au fait que, selon nous, tout semble beau et bien. Ce n'est pas ce que nous disons; nous disons que des progrès sont faits. C'est la raison pour laquelle il faut rester là et s'assurer de continuer à épauler la population afghane dans son désir de se prendre en main et de vivre la liberté, la démocratie, et ce, en sécurité.

C'est en effet la raison pour laquelle le gouvernement canadien a annoncé qu'il augmentait les sommes consacrées à la reconstruction. Nous l'avons fait en mai dernier, et voilà pourquoi nous avons étendu notre programme d'aide, notre engagement, jusqu'en 2011.

**M. Robert Bouchard:** Merci.

Vous nous avez mentionné que l'engagement de l'ACDI consistait à participer avec les communautés. Chaque communauté doit établir ses priorités et faire ses choix.

Comment qualifiez-vous l'intérêt des Afghans, leur désir de participer? Est-ce quelque chose de passif ou de dynamique?

**L'hon. Josée Verner:** La quantité de projets en Afghanistan — plus de 8 100, comme je l'ai mentionné — témoigne certainement de l'intérêt de la population à se prendre en main. De plus, lorsque nous faisons le décompte des succès, nous constatons que moins de 1 p. 100 de nos projets ont fait l'objet de destruction de la part des talibans.

Lorsque nous travaillons avec la communauté locale, cela signifie que celle-ci, après concertation, a déterminé son projet. Elle possède donc le projet et le protège avec beaucoup de fierté. Voilà ce qui assure le succès des opérations et qui donne des résultats concrets à la population. Il y a effectivement des demandes.

Le ministre Zia est venu au Canada la semaine dernière. Je lui ai donc parlé vendredi. Ces programmes sont populaires. La population voit des résultats concrets et constate qu'elle peut prendre son avenir en main, mais elle voit surtout des résultats immédiats.

● (0940)

[Traduction]

**Le président:** Merci, monsieur Bouchard.

Madame Black.

**Mme Dawn Black (New Westminster—Coquitlam, NPD):** Merci, madame la ministre, pour l'exposé que vous nous avez fait ce matin et également pour avoir pris le temps de venir informer les membres du Comité de la défense. Nous vous en sommes reconnaissants.

Les dernières mises à jour que nous ont faites le ministère de la Défense nationale et d'autres témoins nous ont permis de voir des images de gens qui, manifestement, mouraient de faim, d'enfants qui mouraient de faim, tout cela à la périphérie de Kandahar City. Le ministère de la Défense nous a également montré des diapositives des terribles inondations qui semblent avoir entravé une bonne partie des travaux effectués par les Canadiens en Afghanistan. Pourriez-vous nous donner ici plus de détails à ce sujet, et en particulier des chiffres concernant le nombre de personnes déplacées qui sont dans des camps à l'extérieur de Kandahar, ainsi que le nombre de gens qui ont désespérément besoin d'une aide alimentaire?

Par ailleurs, j'aimerais savoir qui au juste vient en aide aux personnes déplacées qui se trouvent dans ces camps. S'agit-il d'ONG? De groupes multilatéraux? De l'ACDI en particulier?

Nous avons également entendu plusieurs témoins nous parler du fait que la militarisation de l'aide inquiétait beaucoup des ONG. Ils nous ont exprimé de très graves préoccupations à ce sujet. Quelles sont donc les ONG qui, actuellement, travaillent sur le terrain à Kandahar? L'ACDI a-t-elle de la difficulté à trouver des partenaires avec qui travailler, d'autres ONG qui pourraient travailler avec elle?

Et une dernière question toujours dans la même veine, dans quelle mesure les autres pays parviennent-ils à respecter les engagements qu'ils ont pris à Bonn et pourriez-vous nous donner une comparaison entre les résultats obtenus par les autres pays et les résultats du Canada, toujours dans le cadre des engagements pris à Bonn?

[Français]

**L'hon. Josée Verner:** Merci de votre question.

Pour ce qui est des chiffres précis quant au nombre de personnes déplacées, je laisserai le directeur général répondre à cette question.

Je reviens encore, par exemple, à notre annonce du 23 octobre dernier de fournir une aide alimentaire d'urgence dans la province de Kandahar. Cette aide visait particulièrement 12 000 familles des districts de Panjwai et de Zherai. Ces familles avaient dû quitter leur foyer lors de l'opération militaire Méduse. Grâce au financement que nous avons assuré par l'intermédiaire du Programme alimentaire mondial, nous allons fournir 4 400 tonnes de nourriture aux habitants les plus vulnérables, entre autres dans une région sévèrement touchée par la sécheresse.

Pour ce qui est des chiffres plus précis quant au nombre de réfugiés et de personnes déplacées, je laisserai M. Baker répondre à votre question de sorte qu'il puisse vous donner plus de détails.

[Traduction]

**M. Philip Baker:** Il y a deux gros problèmes qui pourraient au bout du compte entraîner un besoin en matière d'aide alimentaire. Pour plusieurs raisons, il y a le problème des familles déplacées. En matière alimentaire, il y a également l'insécurité créée par la sécheresse. Comme l'a dit madame la ministre, on compte actuellement dans les districts de Panjwai et de Zharey environ 12 000 familles qui ont été déplacées en raison de l'intensité des derniers conflits. C'est le Programme alimentaire mondial qui permet d'offrir une aide alimentaire à ces familles. Il y a...

**Mme Dawn Black:** Mais ce ne sont pas les seules personnes déplacées.

• (0945)

**M. Philip Baker:** C'est exact. En tout, il y a environ 20 000 familles qui sont soit déplacées, soit aux prises avec un problème de sécurité et d'insuffisance alimentaire en raison de la sécheresse. Dans ce contexte, le Programme alimentaire mondial

assure actuellement la livraison de la première de trois vagues de ravitaillement sur une période de trois mois. Jusqu'à présent, plus de 600 tonnes métriques de produits alimentaires ont déjà été distribuées à plus de 6 000 familles. D'ici les deux prochains mois, il y aura deux autres vagues de ravitaillement qui permettront donc à ces familles d'affronter l'hiver.

**Mme Dawn Black:** Outre le programme des Nations Unies, avez-vous d'autres partenaires? L'ACDI travaille-t-elle en partenariat avec des ONG qui sont sur le terrain dans le district de Kandahar ou en connaît-elle, d'autres ONG, qui sont sur le terrain?

**M. Philip Baker:** En fait, le nombre d'ONG qui sont actives dans la province est relativement limité, par rapport aux autres provinces, pour des raisons de sécurité. Ainsi, certaines ONG avaient commencé à mettre en oeuvre le programme MISFA que nous avons déjà décrit. Elles avaient tenté de le faire pendant un an, mais elles ont dû arrêter pour des raisons de sécurité. Un peu partout dans la province, il y a d'autres petites ONG qui commencent à s'organiser, mais en ce qui concerne la distribution massive de produits alimentaires, c'est le Programme alimentaire mondial qui a les effectifs et qui mène le bal.

**Mme Dawn Black:** Je vous remercie. Je pense également que les craintes au sujet de la militarisation au sujet de l'aide ont fait que bon nombre d'ONG hésitent à aller travailler dans ce secteur.

J'ai fait une demande au ministère au sujet des dépenses et des plans du Canada à Kandahar, et vous m'avez fait parvenir un document très complet dont je voulais vous remercier ainsi que le ministère.

Au nombre des projets de développement qui intéressent Kandahar, j'ai été étonnée d'apprendre que 1,6 p. 100 du financement et des projets que nous conduisons là-bas était expressément destiné aux femmes.

Lorsque le gouvernement en parle — et il ne s'agit pas uniquement de notre gouvernement, il y a également la FIAS et l'OTAN — la raison pour laquelle nous sommes en Afghanistan et la raison d'être des missions militaires qui se déroulent dans ce pays est toujours selon eux les besoins des femmes en Afghanistan. C'est peut-être la première fois dans l'histoire que l'égalité des femmes est invoquée à l'appui d'une guerre.

Peu importe, j'ai été étonnée d'apprendre que 1,6 p. 100 de cet argent était expressément destiné aux femmes, même si l'on ajoute le financement à l'échelle nationale accordée aux programmes féminins. Seulement quatre programmes conduits à Kandahar parlent expressément des femmes. Je voulais vous poser cette question en particulier parce que, comme je l'ai déjà dit, les femmes et les fillettes sont censées représenter une priorité importante dans notre action sur place.

[Français]

**L'hon. Josée Verner:** Il faut comprendre que l'année n'est pas terminée. Au fur et à mesure que les projets sont identifiés — que ce soit pour les femmes, les enfants ou dans d'autres domaines où l'on veut venir en aide à la population —, cela nous fait bien entendu plaisir de les annoncer et de les mettre en oeuvre.

En ce qui concerne les femmes, lors de ma visite en Afghanistan, j'ai annoncé que nous souhaitions mettre en place un programme d'éducation professionnelle pour 4 000 femmes afghanes. Nous visons également la formation de 4 000 enseignants.



Parlons de la situation de la femme en Afghanistan. Ces femmes n'avaient absolument aucun droit, les petites filles non plus, bien entendu, puisqu'elles sont les femmes de demain. Il faut donc agir à plusieurs niveaux. Il faut non seulement former les femmes de demain, mais également venir en aide aux femmes qui n'ont pas eu la chance d'avoir des droits, de prendre leur avenir en main et de gagner leur vie.

Nous portons assurément une attention extrêmement particulière à tous les projets qui peuvent être proposés afin de nous assurer de corriger cette situation.

J'en profite pour vous mentionner que lorsque j'étais en Afghanistan, j'ai eu l'occasion de rencontrer la directrice des Affaires féminines. Elle était en poste depuis quelques semaines seulement, car elle remplaçait l'ex-directrice qui avait été tuée. Elle m'a demandé deux choses : d'abord de venir en aide aux femmes afin qu'elles puissent prendre leur avenir en main, mais surtout d'assurer la sécurité, pour des raisons évidentes. Au fur et à mesure que nous serons capables d'élargir les programmes pour les femmes en Afghanistan, nous les aiderons davantage.

J'aimerais ajouter quelque chose à ce sujet. J'ai rencontré hier un représentant d'une ONG afghane qui est ici, au Canada. Il m'a clairement expliqué que plus on travaillera avec la population afghane, plus le problème de la sécurité s'amenuisera. Au fur et à mesure qu'on sera capable de protéger la population et de lui permettre de se prendre en main, y compris de prendre en main sa propre sécurité, on accomplira de grands pas en Afghanistan.

• (0950)

[Traduction]

**Mme Dawn Black:** J'aurais une toute petite question à poser dans la même veine. Lorsque je regarde l'analyse des chiffres et les pourcentages qui concernent plus particulièrement les projets destinés aux femmes, je me demande si cela veut dire qu'au niveau décisionnel local — et je sais que nous travaillons en partenariat avec les Afghans — il est toujours difficile de faire accepter des projets qui devraient bénéficier spécifiquement aux femmes.

[Français]

**L'hon. Josée Verner:** Je voudrais simplement vous rappeler ceci. Je lisais récemment dans un journal québécois qu'un Afghan mentionnait que pour lui, la priorité était d'envoyer ses petites filles à l'école, que pour lui, il y avait des droits pour les femmes, des droits pour les petites filles et qu'il en faisait une priorité.

J'aimerais simplement vous rappeler aussi qu'à la suite de l'opération Méduse, particulièrement dans les districts de Panjwai et Zherai, on a annoncé la réouverture d'écoles. Neuf cents enfants pourraient aller dans ces écoles et, bien entendu, dans celles-ci, il y a des petites filles.

J'ai annoncé également, le 22 octobre dernier, 14,5 millions de dollars pour l'enseignement primaire pour les filles. Cela visait notamment à former 4 000 enseignantes, donc spécifiquement des femmes. Cet argent sera réparti dans 11 provinces, y compris à Kandahar.

[Traduction]

**Le président:** Merci, madame la ministre.

Monsieur Blaney.

[Français]

**M. Steven Blaney (Lévis—Bellechasse, PCC):** Merci, monsieur le président. Je vais partager mon temps avec mes collègues.

Madame la ministre, c'est avec beaucoup de plaisir que nous vous rencontrons ce matin et vous écoutons parler avec beaucoup de conviction des progrès qui se font dans un contexte extrêmement difficile en Afghanistan. Je pense que vous démontrez clairement le lien qui existe entre la sécurité et l'avancement de la société afghane, notamment du côté des femmes. Comme je suis un député de la même région que vous, je tiens à vous dire que la passion et le cœur que vous mettez dans votre ministère donnent un sens à l'intervention des militaires, des soldats de Valcartier, qui partiront bientôt pour prendre la relève. On parle tout de même de 2 500 soldats québécois qui vont aller défendre nos valeurs en Afghanistan. C'est important, et je tenais à vous le mentionner.

Vous avez annoncé un projet sur le plan du microfinancement. J'aimerais que vous nous donniez quelques détails à cet égard. Je pense personnellement que ces petits montants d'argent sont une façon très concrète de faire une différence. Vous avez indiqué que ce sont en grande partie des femmes qui bénéficient du programme de microcrédit et également que les prêts sont remboursés. Finalement, c'est un programme qui n'est pas trop coûteux.

De quelle manière cela peut-il aider les choses à avancer en Afghanistan?

**L'hon. Josée Verner:** Merci de votre question et de votre intervention.

Concernant le programme de microcrédit, je vous dirai que c'est un programme extrêmement populaire dans le monde, mais spécialement en Afghanistan. Entre autres, il permet à des femmes de prendre leur avenir en main et d'obtenir un revenu pour faire vivre leur famille.

Dans les photos qu'on a distribuées, on peut voir des femmes à l'oeuvre avec des machines à coudre. Il faut comprendre qu'avec de petits prêts, ces femmes peuvent démarrer un petit commerce d'art, par exemple, ou acheter du bétail pour assurer leur propre survie et celle de leur famille.

Plus de 200 000 prêts ont été octroyés en Afghanistan, et 75 p. 100 de ces petits prêts ont été consentis à des femmes. C'est certainement une bonne façon d'assurer qu'elles prennent leur place sur le plan économique en Afghanistan. C'est un programme qui est très populaire, et nous avons très certainement l'intention de continuer d'oeuvrer dans ce domaine, comme nous le faisons dans d'autres domaines.

• (0955)

**M. Steven Blaney:** Merci.

[Traduction]

**Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC):** Merci, et s'il me reste un peu de temps après cela, monsieur le président, j'aimerais le céder à mes collègues.

Je vous remercie de nous avoir remis ce document. Je pense que l'Afghanistan est beaucoup moins développé qu'on ne le croyait. Il semble logique de penser qu'il faut de l'électricité et de l'eau potable avant de pouvoir construire une structure plus complexe.

Sachant que nos soldats ont été déployés en Afghanistan à la fois pour combattre les terroristes sur leur propre terrain et offrir un environnement stable et sûr, propice à la reconstruction et au développement, la sécurité de nos propres soldats reste néanmoins pour nous un critère déterminant. La semaine passée, on a pu lire dans la presse que des soldats afghans avaient donné des munitions aux talibans pour garantir la sécurité de leur village.

Pouvez-vous me dire quelles sont les mesures que l'ACDI a prises pour que l'argent que les contribuables donnent à l'Agence soit bien dépensé pour les fins prévues et non pas pour acheter des armes ou des munitions?

[Français]

**L'hon. Josée Verner:** Comme vous le savez, notre gouvernement est très engagé en matière de responsabilisation. En anglais, on dit *accountability*.

Nous travaillons avec des partenaires très respectés, par exemple la Banque mondiale, qui a elle-même retenu les services de la firme PricewaterhouseCoopers pour s'assurer que l'argent est bien acheminé, que l'argent destiné à la population afghane est dépensé dans ce cadre. Ce rapport est disponible pour quiconque veut le consulter.

En outre, nous travaillons avec des ONG qui ont leurs propres critères très rigoureux en matière d'imputabilité et nous nous assurons, bien entendu, que les sommes d'argent sont bien dépensées.

À l'interne, l'ACDI a ses propres programmes de vérification, qui sont également très rigoureux. Les sommes d'argent ne sont versées qu'au fur et à mesure que les différentes étapes d'un projet ont été accomplies. C'est de cette façon que les choses se font.

Pour conclure, je citerai un dirigeant de la Banque mondiale, M. Mazerolle. Récemment, il félicitait l'ACDI et le gouvernement canadien de suivre rigoureusement la façon dont sont dépensées les sommes d'argent destinées à l'Afghanistan.

[Traduction]

**Mme Cheryl Gallant:** Je vous remercie.

Lorsqu'un pays comme l'Afghanistan est incapable d'acheter de la technologie chez lui — par exemple pour le déminage — est-ce que les entreprises canadiennes sont mises au courant des achats effectués par le gouvernement local ou au contraire le pays bénéficiaire est-il libre d'acheter la technologie et les produits dont il a besoin auprès des concurrents de nos entreprises dans les autres pays?

• (1000)

**M. Philip Baker:** Dans ce cas-ci, il y a deux façons d'aborder le problème. Le gouvernement afghan procède lui-même à ses propres achats, et le Canada offre d'ailleurs son concours dans le cadre d'un projet qu'on appelle le marché des acquisitions, un projet qui aide à la fois les bailleurs d'aide et le gouvernement afghan à trouver des fournisseurs sur le territoire afghan, à créer des capacités nationales et utiliser son propre bassin de petites et moyennes entreprises et d'entreprises privées.

Pour le Canada, lorsqu'il s'agit de projets pour lesquels nos entreprises peuvent soumissionner, il y a plusieurs systèmes qu'on trouve à l'ACDI et au gouvernement, des systèmes comme les systèmes MERX et le PAC, le Préavis d'adjudication de contrat — des systèmes d'appels d'offres publics et ouverts qui permettent aux entreprises privées et aux ONG de soumissionner pour certains

projets. L'ACDI a également une division qui aide le secteur privé en offrant des études de faisabilité.

**Mme Cheryl Gallant:** Je vous remercie.

**Le président:** Il vous reste deux minutes.

**M. Laurie Hawn (Edmonton-Centre, PCC):** Je vous remercie.

Madame la ministre, je voudrais vous poser quelques questions dans le droit fil de ce dont Mme Black vient de parler.

Lors de la séance d'information que nous a donnée l'ONG au sujet de la famine latente en Afghanistan, nous avons pu voir six ou sept photos d'un seul et même enfant. Cela dit, je voudrais vous poser une question.

Il est certain qu'il y a là-bas des gens qui ont besoin d'aide. Nous avons parlé déjà de l'aide alimentaire qui a été fournie. Avons-nous cette situation bien en main à Kandahar et sommes-nous au moins en passe de parvenir à définir ce que nous pouvons faire, relativement parlant, pour apporter une solution, dans un délai raisonnable, à ce problème de famine?

[Français]

**L'hon. Josée Verner:** L'équipe de l'ACDI qui est présente auprès de l'Équipe de reconstruction provinciale a des discussions hebdomadaires avec les organisations d'aide alimentaire, par exemple, afin de nous faire part avec précision de l'avancement des projets à mesure qu'ils évoluent. Je pense notamment à la vaccination et à la distribution de l'aide alimentaire.

Si ma mémoire est bonne, hier, lors de ma conversation avec les employés, on parlait de plus de 7 000 familles qui avaient déjà reçu de l'aide alimentaire. Il s'agit de l'information qu'on m'a donnée hier matin.

[Traduction]

**M. Laurie Hawn:** La seconde chose qui a été évoquée était le fait que 1,6 p. 100 des fonds allait à des programmes expressément destinés aux femmes.

Tous les programmes destinés aux Afghans sont manifestement également destinés aux femmes, aux enfants, aux hommes, aux garçons et aux filles, de sorte que ce chiffre de 1,6 p. 100 des fonds qui iraient expressément aux femmes est trompeur dès lors qu'il est pris hors contexte, puisque tous ces programmes sont destinés au peuple afghan, n'est-ce pas?

[Français]

**L'hon. Josée Verner:** Vous avez raison de soulever cette question.

De façon générale, bien entendu, l'aide qu'on donne à la population afghane est également destinée aux femmes. On ne va pas donner de l'aide alimentaire uniquement aux femmes pour dire qu'on a un projet spécialement consacré aux femmes.

De façon générale, l'ensemble des programmes qui sont annoncés en Afghanistan rejoint environ 90 p. 100 des femmes.

[Traduction]

**Le président:** Je vous remercie.

[Français]

**L'hon. Josée Verner:** Philip Baker a un commentaire à formuler.

[Traduction]

**M. Philip Baker:** Je voudrais ajouter à cela une toute petite chose. Nous sommes l'un des grands bailleurs de fonds du programme de solidarité nationale à l'échelle de l'Afghanistan — nous sommes parmi les tout premiers. Ce programme a permis de rejoindre près de la moitié des villages, et cela partout en Afghanistan.

Une des clés de voûte du programme consiste à donner aux femmes des moyens d'action afin qu'elles puissent participer à la démocratie à l'oeuvre sur le plan local; ces femmes font partie des conseils de développement communautaire qui choisissent et identifient les bons projets à réaliser. C'est un programme fondamental, l'un des nombreux programmes d'ailleurs qui parvient à rejoindre directement les femmes dans tous les villages partout en Afghanistan.

**Le président:** Merci beaucoup.

Voilà qui conclut ce premier volet de notre réunion.

Avant que vous nous quittiez, madame la ministre, je voudrais vous remercier infiniment d'être venue répondre à nos questions. Aimerez-vous encore ajouter quelque chose?

[Français]

**L'hon. Josée Verner:** Je remercie tous les membres du comité de m'avoir reçue ici aujourd'hui.

Je voudrais simplement rappeler à tous que le Canada a des valeurs en ce qui a trait à la liberté, à la démocratie et au droit des peuples de vivre en sécurité.

Je veux bien m'assurer que, lorsqu'on défend les droits humains, on les défend pour tous, y compris pour la population de l'Afghanistan, dont les femmes et les enfants qui sont là-bas.

Notre travail est très important. Il faut s'assurer que les femmes ne retournent jamais dans la noirceur. Il ne faut jamais plus refuser là-bas l'accès à l'école aux petites filles et, de façon générale, aux enfants.

● (1005)

[Traduction]

**Le président:** Merci beaucoup.

Je vais maintenant lever la séance et suspendre nos travaux quelques instants pour que nous puissions passer à huis clos. J'aimerais inviter les membres du comité directeur à rester encore quelques instants pour cette deuxième partie de notre réunion.

Je vous remercie.

---





**Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes**

**Published under the authority of the Speaker of the House of Commons**

**Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :**

**Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:**

**<http://www.parl.gc.ca>**

---

**Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.**

**The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.**